



Direction générale des services  
Direction du Patrimoine  
Direction des Affaires Juridiques

**Pouvoir Adjudicateur :**

**Université Sorbonne Paris Nord**  
99, Avenue Jean Baptiste Clément  
93430 VILLETANEUSE

## **Fourniture et maintenance des extincteurs de l'Université Sorbonne Paris Nord**

### **Cahier des clauses particulières**

*CCAP n° 2025AOOFS000002*

#### **Etendue de la consultation :**

**Procédure d'appel d'offres ouvert européen passé en application des articles R2124-1, R2131-16, R2131-17, R2151-1 à R2151-5, R2161-1 à R2161-5, R2162-1 à 6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.**

Article 1 – Présentation de l’université Sorbonne Paris Nord.....	3
Article 2 - Objet du marché.....	4
Article 3- Décomposition du marché.....	4
3-1-Allotissement .....	4
3-2-Forme du marché.....	4
Article 4 - Obligations du titulaire .....	4
4-1-Pièces contractuelles .....	4
4.2 Réparation des dommages.....	5
4-3-Protection de la main d'œuvre et clause sociale .....	5
4-3-1-Protection de la main d'œuvre .....	5
4-3-2-Clause sociale.....	6
4-4-Protection de l’environnement .....	6
4-5-Assurances.....	6
4-6- Obligations relatives à la sous-traitance .....	6
4-7- Obligation de confidentialité.....	6
Article 5 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations .....	7
5-1 Durée du marché et délai d'exécution .....	7
5.2 Exécution complémentaire .....	7
5-2-1 Modification du contrat .....	7
5-2-2 Réalisation de prestations similaires.....	7
5-3 Prolongation des délais.....	7
5-4- Pénalités de retard.....	7
Article 6 - Prix et règlement .....	8
6-1-Contenu des prix .....	8
6-2-Variation des prix .....	8
6-3-Modalités de règlement .....	8
6-3-1-Régime des paiements .....	8
6-3-2-TVA .....	8
6-3-3-Présentation des demandes de paiement .....	8
6-3-4-Répartition des paiements .....	9
6-3-5-Délais de paiement.....	9
6-3-6-Intérêts moratoires .....	9
6-3-7 Déduction des pénalités .....	9
6-4-Avance .....	9
6-5-Pénalités diverses .....	9
6-5-1-Pénalités d'exécution .....	10
6-5-2-Pénalité pour travail dissimulé : .....	10
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations .....	10
7-1-Lieu d'exécution.....	10
7-2-Description des opérations de maintenance .....	10
7-3- Spécifications relatives à la maintenance préventive .....	10
7-3-1- Principe et équipement concerné .....	10
7-3-2- Périodicité et jours d'interventions .....	11
7-4- Spécifications relatives à la maintenance corrective .....	11
7-4-1-Equipement concerné .....	11
7-4-2-Interventions à la demande/ dépannage et urgences.....	11
7-5- Bon d'intervention et registre de sécurité .....	12
7-6- Accès aux installations et sécurité .....	12
7-7- Prise en charge des installations en début du marché / Remise des installations en fin de marché.....	13
7-8- Reprise pour dénaturation.....	13
Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie.....	13
8-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications.....	13
8-2-Garantie.....	13
Article 9 - Dispositions diverses .....	14
Article 10 - Résiliation.....	14
10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	14
10.2 - Résiliation pour faute.....	14
10.3 - Clause commune aux différents cas de résiliation.....	14
Article 11 - Litiges et différends .....	14
Article 12 - Dérogations aux documents généraux.....	14

## **Article 1 – Présentation de l'université Sorbonne Paris Nord**

L'Université Sorbonne Paris Nord est un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire avec santé, qui concilie un haut niveau scientifique -30 laboratoires de recherche dont certains sont associés au CNRS et à l'Inserm-, des formations de la licence au doctorat en passant par les BUT et des diplômes d'ingénieurs.

Elle est implantée sur trois campus en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise : Villetaneuse, Bobigny, Saint-Denis, et deux sites délocalisés : La Plaine Saint-Denis et Argenteuil. Elle est fréquentée par 25 000 étudiants.

Elle comprend cinq UFR (4 à Villetaneuse et 1 à Bobigny), un institut (à Villetaneuse) et trois IUT (un par campus) et des directions et services centraux (situés à Villetaneuse).

L'université Sorbonne Paris Nord réunit des personnels de métiers et statuts différents : des enseignants-chercheurs, des enseignants titulaires, des enseignants vacataires, des personnels hospitalo-universitaires, des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, sociaux et de santé (BIATSS)...

- Coordonnées du pouvoir Adjudicateur :

**Mme Nathalie CHARNAUX**

**Président de l'Université Sorbonne Paris Nord  
99 Av. Jean-Baptiste Clément  
93430 Villetaneuse**

- Coordonnées du responsable technique :

**M. Farib BENDOU**

**Courrier : [farid.bendou@univ-paris13.fr](mailto:farid.bendou@univ-paris13.fr)**

**Téléphone : 01.49.40.44 99 / 06.32.54.72.64**

- Coordonnées du Juriste Achats & Marchés Publics :

**M. Aly Samba THIAM**

**Courriel : [daj@univ-paris13.fr](mailto:daj@univ-paris13.fr)  
Téléphone : 01.49.40.20.66**

- Coordonnées de l'Agent Comptable :

**M. Pascal PAIN  
Agent Comptable  
99 Av. Jean-Baptiste Clément  
93430 Villetaneuse**

## **Article 2 - Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

### **Fourniture et maintenance des extincteurs de l'Université Sorbonne Paris Nord**

Le contenu détaillé des prestations à réaliser figure à l'article 7-2 description des opérations de maintenance :

- **Maintenance des extincteurs ;**
- **Maintenance des robinets, incendies, armées ;**
- **Maintenance des colonne sèches ;**
- **Maintenances des poteau et bouches incendies.**

## **Article 3- Décomposition du marché**

### **3-1-Allotissement**

Les prestations du marché font l'objet d'un lot unique.

### **3-2-Forme du marché**

La consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert européen passé en application des articles R2124-1, R2131-16, R2131-17, R2151-1 à R2151-5, R2161-1 à R2161-5, R2162-1 à 6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations donnent lieu à un marché mixte, rémunéré ;

- A prix global et forfaitaire sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire DPGF (intervention préventive programmée)
- Sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté au fur et mesure de l'émission de bons de commande établis conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique (Fourniture et Interventions curatives sur bons de commande).

L'accord-cadre issu de la présente consultation sera conclu sans montant minimum et sans montant maximum sur toute la durée du marché.

## **Article 4 - Obligations du titulaire**

### **4-1-Pièces contractuelles**

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé par l'Université Sorbonne Paris Nord fait foi sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières (DPGF et BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire.

### **Les pièces générales**

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) -version en vigueur.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

### **Réglementation spécifique applicable**

- Le code du travail ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le règlement de sécurité ;
- L'arrêté du 25 juin 1980 version modifiée et consolidée au 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Les règles APSAD en vigueur ;
- Le guide du CNMIS.
- Le guide FFMI-AFNOR pour la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes.
- Le guide FFMI-AFNOR pour la maintenance des RIA/PIA (Décembre 2012)
- La norme NF S 61-919 (Juillet 2004) « Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs » ;
- La norme NF S 61922 (Juin 1999) « Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes »
- La norme NF S 61-933 (Avril 1997) « Systèmes de sécurité incendie (SSI) - Règles d'exploitation et de maintenance ».

Si en cours de contrôle de nouveaux règlements entraient en vigueur, l'entreprise en référera par écrit à l'Université Sorbonne Paris Nord et devra les appliquer.

### **Disposition particulière**

Les conditions générales de ventes du titulaire, de ses fournisseurs, de ses assureurs et de ses sous-traitants ne sont pas applicables au présent marché.

### **4.2 Réparation des dommages**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

### **4-3-Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

#### **4-3-1-Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera égal à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de la pénalité ne pourra toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

#### **4-3-2-Clause sociale**

Sans objet.

#### **4-4-Protection de l'environnement**

Le Titulaire reste seul et pleinement responsable quant au respect des lois et règlements en vigueur en matière de sécurité et environnement.

#### **4-5-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **4-6- Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire du marché pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Déclaré au moment de l'offre ou après la conclusion du marché, le titulaire du marché devra s'engager à attester auprès de la personne publique que le sous-traitant disposera des capacités professionnelles ou qualifications nécessaires à la réalisation des prestations.

#### **4-7- Obligation de confidentialité**

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Université Sorbonne Paris Nord, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Sauf autorisation expresse de l'Université Sorbonne Paris Nord, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Université Sorbonne Paris Nord à résilier le marché aux torts du titulaire.

## **Article 5 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations**

### **5-1 Durée du marché et délai d'exécution**

La durée du marché est fixée à 12 mois à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une période successive de 12 mois sans pouvoir excéder 4 années.

La tranche conditionnelle peut faire l'objet d'une décision d'affermissement au plus tard 24 mois après la date de la notification du marché. La décision d'affermissement se matérialisera par le biais d'un ordre de service sous la forme d'un bon de commande sifac, qui pourra être notifié par fax ou par courriel.

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera la décision de non reconduction au titulaire 2 mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

### **5.2 Exécution complémentaire**

#### **5-2-1 Modification du contrat**

Le contrat peut être modifié, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique.

#### **5-2-2 Réalisation de prestations similaires**

Conformément à l'article L2122-1 du code de la commande publique, l'université se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables dès lors que l'un des cas énumérés aux articles R2122-1 à R2122-9 est rempli.

### **5-3 Prolongation des délais**

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

### **5-4- Pénalités de retard**

En dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard de **100 euros HT** sera appliquée par jour de retard au lendemain des délais indiqués dans le CCP et dans l'offre du titulaire (si les délais sont plus courts).

## Article 6 - Prix et règlement

### 6-1-Contenu des prix

Les prix des prestations de maintenance préventive sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les fournitures et prestations de maintenance curative sont traités à prix unitaires, sur la base du Bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières.

### 6-2-Variation des prix

Pour la première année d'exécution, les prix sont fermes.

Pour les périodes suivantes, les prix sont révisables suivant les tarifs publics du titulaire sur demande expresse du titulaire qui adresse à l'USPN – Direction des Affaires Juridiques, 99 Avenue Jean Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE ou par mél : - les pièces justificatives 2 mois minimum avant la date anniversaire de la notification du marché afin de traiter la demande.

#### Clause butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de plus de 3% les conditions précédentes, l'Université Sorbonne Paris Nord se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 3% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 29 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

### 6-3-Modalités de règlement

#### 6-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-23 du code de la commande publique.

#### 6-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### 6-3-3-Présentation des demandes de paiement

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans les annexes financières (DPGF et BPU) à l'acte d'engagement. Les documents afférents au paiement seront établis en un exemplaire.

Le titulaire adressera à l'Université Sorbonne Paris Nord, après acceptation des prestations, les factures **détaillées** qui comprendront obligatoirement les mentions suivantes :

- l'objet et les références du présent marché « 2025AOOFS000002,
- le descriptif de la prestation,
- le montant HT de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC de la prestation
- le numéro du bon de commande dit « Sifac ».

Les factures devront être déposées sur le **portail Chorus Pro** pour l'université Sorbonne Paris Nord n° de Siret : 19931238000017.



Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire. Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Université Sorbonne Paris Nord le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

**Si la présentation des factures n'est pas conforme à ces dispositions, le délai global de paiement de 30 jours ne commencera de courir qu'à compter du jour de réception de la facture en bonne et due forme.**

Tout envoi de facture par d'autres modes de transmissions sera considéré comme non réceptionné et ne fera pas courir le délai global de paiement.

#### **6-3-4-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

#### **6-3-5-Délais de paiement**

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la livraison par le pouvoir adjudicateur.

#### **6-3-6-Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

#### **6-3-7 Déduction des pénalités**

L'université se réserve le droit de déduire du montant des factures les pénalités telles que prévues au présent CCP. En telle hypothèse, le titulaire ne pourra se prévaloir d'intérêts moratoires au motif de non-paiement de la totalité de la facture. L'université veillera à informer le titulaire du montant des pénalités déduites ainsi que des motifs si le titulaire en fait la demande, celle-ci pourra être faite par tout moyen écrit.

#### **6-4-Avance**

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée. Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues aux dispositions des articles L. 2191-2 à 3 et R. 2191-3 à 19 du Code de la commande publique. Son taux est fixé à 20 % du montant total du marché dans le cas où le titulaire est une petite ou moyenne entreprise et à 5 % du montant total du marché dans les autres cas.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance à l'article B4 de l'acte d'engagement

## **6-5-Pénalités diverses**

L'Université se réserve le droit de défalquer des factures le montant des pénalités sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Les pénalités sont cumulables.

### **6-5-1-Pénalités d'exécution**

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans le CCP et ses annexes peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 100 euros HT par faute sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure.

### **6-5-2-Pénalité pour travail dissimulé :**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 7 - Conditions d'exécution des prestations**

### **7-1-Lieu d'exécution**

Les prestations se dérouleront sur les 6 sites de l'université Sorbonne Paris Nord, soit :

- Campus de Villetaneuse, 99 avenue Jean-Baptiste Clément R 93430 VILLETANEUSE
- Campus de St Denis, IUT R Place du 8 mai 1945 R 93200 SAINT-DENIS
- Campus de la Plaine Saint-Denis R 5 et 7, Rue de la Croix Faron R 93210 LA PLAINE SAINT-DENIS
- Bâtiment Georges SAND, avenue Georges Sand, 93210 LA PLAINE SAINT DENIS
- Campus de Bobigny :
  - IUT R 1, Rue Chablis R 93017 BOBIGNY Cedex
  - UFR SMBH R 74, Rue Marcel Cachin R 93017 BOBIGNY Cedex
- Campus d'Argenteuil : Campus d'Argenteuil, 40/50 rue Alfred Labrière R 95100 ARGENTEUIL

### **7-2-Description des opérations de maintenance**

Les opérations minimums de contrôle technique et de vérification des installations incendie objet du présent marché sont :

- **Maintenance des extincteurs ;**
- **Maintenance des robinets, incendies, armées ;**
- **Maintenance des colonne sèches ;**
- **Maintenances des poteau et bouches incendies.**

Les opérations minimums de contrôle technique et de vérification des installations incendie objet du présent marché sont aussi décrites dans l'annexe n°1 au présent CCP.

### **7-3- Spécifications relatives à la maintenance préventive**

#### **7-3-1- Principe et équipement concerné**

Les visites de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

La maintenance préventive concerne tous les extincteurs, RIA et colonnes sèches acquis avant la notification du présent marché (cf. annexe 2 du présent CCP) ainsi que ceux qui feront l'objet d'un échange standard dans le cadre du présent marché ainsi que ceux qui seront nouvellement installés. L'université se réserve le droit de retirer de la liste des équipements à maintenir, ceux qu'elle jugera trop vétustes.

### **7-3-2- Périodicité et jours d'interventions**

Les dates et heures exactes des visites sont fixées d'un commun accord, du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00, selon **un calendrier établi par le titulaire**.

Un mois maximum après la notification du marché, le titulaire soumettra au service sécurité incendie pour validation son calendrier d'intervention pour chaque site.

A défaut de cet accord, le titulaire donne au responsable chargé du suivi du marché un préavis, pour chaque visite, d'au moins 15 jours.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 2 jours avant la date prévue (confirmation par télécopie ou par courrier électronique).

Le personnel chargé de la visite se présente, dès son arrivée dans les locaux de l'université, à l'accueil du campus à visiter muni de sa carte professionnelle.

La visite ne doit pas conduire à une indisponibilité du matériel ou de l'équipement supérieure à 1 jour. Dans le cas contraire, le personnel de visite demande l'accord de l'université.

### **7-4- Spécifications relatives à la maintenance corrective**

#### **7-4-1-Equipement concerné**

La maintenance corrective concerne tous les extincteurs, robinet d'incendie armés et les colonnes sèches installés avant la notification du présent marché (cf. annexe 2 du présent CCP) ainsi que ceux qui seront nouvellement installés.

L'université se réserve le droit de retirer de la liste des équipements à maintenir, ceux qu'elle jugera trop vétustes.

#### **7-4-2-Interventions à la demande/ dépannage et urgences**

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'Université, un service de dépannage fonctionnant à son numéro d'appel, notamment pour une urgence.

La demande d'intervention (par l'université) s'effectue sur simple appel téléphonique confirmé par courrier électronique au Titulaire.

Les interventions s'effectuent du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h00 à 17h00.

À la demande du service sécurité incendie de l'université, le titulaire s'engagera à intervenir dans un délai de **48 heures maximum** à compter de la demande.

Concernant les demandes urgentes, le titulaire s'engagera à intervenir dans un délai de **24 heures** maximum à compter de la demande.

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement.

#### **7-5- Bon d'intervention et registre de sécurité**

A la fin de chaque prestation, un bon d'intervention sera émis, par bâtiment, indiquant obligatoirement le nombre et le type d'extincteurs contrôlés, les prestations réalisées (maintenance préventive, corrective, ...) et type des vérifications, la date de réalisation des dites vérifications et les noms et qualifications des techniciens.

L'ensemble de ces documents sera joint au registre de sécurité du bâtiment.

Ledit registre de sécurité doit être impérativement émargé et renseigné par le technicien de l'entreprise titulaire du présent contrat.

Le pouvoir adjudicateur dispose de fiches d'implantation du parc d'extincteurs.

Ces fiches seront remises au titulaire du marché au format informatique (Excel sous Windows) ou papier. Elles devront être mises à jour par le titulaire pour chaque vérification et intervention ponctuelle et transmises au représentant de l'Université Sorbonne Paris Nord au format informatique (Excel sous Windows) dans le mois qui suit la date d'intervention (soit par courriel, soit sur CD-Rom ou soit sur une clé USB).

Sur ces dernières apparaîtront clairement par bâtiment les nomenclatures détaillées des appareils :

- Type,
- Date de mise en circulation,
- Présence du pictogramme,
- Présence d'une housse de protection,
- Emplacement,
- Numérotation.

Il est possible qu'un bâtiment n'ait pas de fiche d'implantation (bâtiment neuf ou restructuré par exemple), auquel cas il appartiendra au titulaire de l'établir.

#### **7-6- Accès aux installations et sécurité**

Les dispositions du décret n°92-158 du 20/02/92, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, sont applicables. Un plan de prévention sera rédigé avant le commencement des prestations, à l'issue d'une visite préalable des locaux. Il sera renouvelé chaque année pendant la durée du marché.

Afin de garantir la sécurité de son personnel, le titulaire du contrat doit au minimum :

- Dispenser au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générale et particulières propres à l'établissement qui lui ont été communiquées par le client ou son représentant sur site,
- Contrôler fréquemment que ces consignes de sécurité sont parfaitement connues et appliquées par les intéressés,
- Proposer à son personnel une tenue spécifique et une carte professionnelle qui devra être portée dans l'établissement.

## **7-7- Prise en charge des installations en début du marché / Remise des installations en fin de marché**

Le Titulaire déclare être parfaitement informé des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance.

Aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance d'inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourront être réclamées.

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin de marché, les équipements en parfait état d'entretien et de fonctionnement. Un document le constatant sera dressé contradictoirement avant l'expiration du marché.

## **7-8- Reprise pour dénaturation**

L'élimination conformément aux textes en vigueur des extincteurs hors service, des pièces non réutilisables, des charges remplacées et des résidus est à la charge du titulaire.

Un certificat de reprise des extincteurs sera remis au représentant de l'Université Sorbonne Paris Nord chargé du suivi de l'exécution du marché.

Lors du remplacement de pièces usées ou détériorées, le titulaire du marché présentera lesdites pièces au représentant de l'Université Sorbonne Paris Nord chargé du suivi de l'exécution du marché.

## **Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie**

### **8-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications**

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

L'Université Sorbonne Paris Nord dispose de **15 jours** pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. A l'issue des opérations de vérification, l'Université Sorbonne Paris Nord peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

### **8-2-Garantie**

La durée de la garantie des équipements neufs mis en place par le titulaire est fixée à **1 an**, pièces, main d'œuvre et frais de déplacement compris, **à compter de la notification de la décision d'admission** (article 28 du CCAG FCS).

Conformément à l'article 28 du CCAG FCS, pendant le délai de garantie, le titulaire s'engage à fournir, remettre en état ou à réparer à ses frais, dans les plus brefs délais possibles, tout élément de sa fourniture reconnu défectueux suite à un défaut résultant, soit de l'emploi de matériau de mauvaise qualité, soit d'un vice de construction ou de montage, soit d'un manquement dans l'exécution des opérations d'entretien.

Si le titulaire du contrat de maintenance n'est pas le fabricant des appareillages, il doit au titre du contrat prendre en charge la garantie d'un an sur les extincteurs neufs. Dans ce cas, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec le fournisseur pour permettre les réparations sur les appareils neufs défectueux dans cette année de garantie.

Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit, il n'y a pas facturation.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## **Article 9 - Dispositions diverses**

Sans Objet.

## **Article 10 - Résiliation**

### **10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le présent accord-cadre peut-être résilié par la personne publique en l'absence de faute pour des motifs d'intérêt général après préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception en application de l'article 33 du CCAG FCS

La résiliation devra intervenir sans porter atteinte aux droits à paiement acquis par le prestataire avant la date de résiliation.

### **10.2 - Résiliation pour faute**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent accord cadre, aux torts du titulaire, sans indemnités et sans préavis, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai de quinze (15) jours, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations notamment :

- En cas d'inobservation d'une clause du marché, des conditions et des objectifs qui y sont fixés
- En cas de manquement manifeste vis-à-vis de ces dernières par le titulaire ou d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 2143-3 du code de la commande publique,

Le principe du droit à paiement acquis ne s'applique pas dans ce cas de figure.

### **10.3 - Clause commune aux différents cas de résiliation**

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en instance ainsi que tout bon de commande émis avant la date de résiliation. En cas de résiliation pour faute, il peut être pourvu à l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire.

## **Article 11 - Litiges et différends**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

## **Article 12 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 5-3 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS concernant les pénalités de retard.

L'article 6-2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG /FCS concernant la révision des prix.